



JOHN THYS/AFP/Getty Images

L'attaque de l'UE sur Apple est une prise de pouvoir flagrante

Cela ne concerne pas l'imposition—Il s'agit de la construction d'un super État.

- Richard Palmer
- [21/09/2016](#)

L'Union européenne utilise les arrangements fiscaux douteux d'*Apple* pour accéder au pouvoir, non seulement sur les entreprises américaines, mais dans une autre étape importante en vue de devenir un super État.

Le 30 août, l'UE a ordonné l'Irlande de charger *Apple* 13 milliards € (14,6 milliards \$) d'impôts.

Le choix de la cible de l'UE est intelligent. L'évasion fiscale des entreprises est un sujet chaud en ce moment. Et la configuration d'*Apple* semble assez douteuse. Quatre-vingt dix pour cent des profits non-Américains d'*Apple* sont gagnés par des filiales basées en Irlande, mais sont techniquement pas fiscalement résident dans un pays du tout. Selon la Commission européenne, en 2014 le taux d'imposition effectif de la société sur ses revenus européens était de 0,005 pour cent.

Mais les droits ou les torts de l'arrangement fiscal d'*Apple* n'a rien à voir avec cette affaire. Les nations individuelles déterminent la politique fiscale, et non pas l'UE. Si l'Irlande veut offrir aux entreprises technologiques un faible taux d'imposition des sociétés afin de les encourager à créer des emplois bien rémunérés en Irlande, ils ont parfaitement le droit de le faire. *Apple* a exploité des points faibles dans le système de taxation internationale, mais le G-20 a déjà abordé cela, et ces lacunes sont dues à prendre fin en 2018. « Contrôler la gymnastique d'impôt est un but louable », a écrit la revue *Economist*. « Mais la commission aborde ce sujet de la manière la plus contre-productive possible. »

La Commission européenne agit « arbitrairement, rétroactivement et au-delà de la loi de l'État », écrit Ambrose Evans-Pritchard, l'éditeur de commerce international du *Telegraph*. « Ce qui se passe réellement—comme c'est souvent le cas dans les affaires de l'UE—est une attaque politique complexe sur plusieurs fronts. »

« Le Chef de la direction d'*Apple*, Tim Cook, a une hache de 13 milliards € à moude, mais il a presque certainement raison de faire valoir que [le commissaire à la concurrence européenne Margrethe] Vestager fait des règles d'aides d'État comme elle veut, et n'a pas encore produit de preuves que Dublin a accordé à *Apple* un accord préférentiel sur les impôts », a-t-il poursuivi. M. Cook a déclaré que l'attaque de l'UE sur *Apple* "n'a aucun fondement en fait ou en droit."

L'UE est maintenant dans la position absurde de commander le gouvernement irlandais de collecter des impôts que le gouvernement ne pense pas avoir besoin de collecter. L'UE « exagère sa compétence », a déclaré le ministre irlandais des Finances Michael Noonan. « Les traités européens disent que les pays individuels sont responsables de la politique fiscale. Ceci est une approche par la porte arrière pour essayer d'influencer la politique fiscale par la loi de la concurrence. »

L'Irlande a rejoint *Apple* pour contester l'affaire devant la Cour européenne de justice (CEJ). Ce sera presque certainement un échec: la CEJ ne se soucie pas des choses banales telles que l'application de la loi. Elle juge toujours en faveur de plus d'Europe.

L'UE a construit un ministère incroyablement puissant dans sa Direction de la concurrence, et ils utilisent ce muscle dans

les politiques fiscales nationales. Evans-Pritchard a expliqué:

La Direction de la concurrence de l'Europe commande les troupes de choc de la structure du pouvoir de l'UE. Enclavée dans sa forteresse à la Place Madou, elle peut envoyer des équipes d'intervention sur les entreprises à travers l'Europe sans un mandat de perquisition.

Elle opère en dehors du contrôle judiciaire normal que nous prenons pour acquis dans une démocratie développée. Le ministère de la Justice des États-Unis n'a jamais pu rêver d'agir de cette façon.

Connu comme « DG Comp », elle agit en tant que juge, jury et exécuter, et peut en effet imposer des amendes suffisamment importantes pour constituer des sanctions criminelles, mais sans la protection de la procédure régulière de la loi criminelle.

En attaquant la politique fiscale, l'UE franchit une étape importante en vue de devenir un super État. La lutte des siècles de la Grande-Bretagne pour le pouvoir entre le roi, l'aristocratie et les communes tournait autour de la fiscalité. La révolution de l'Amérique a commencé avec « pas de taxation sans représentation ». La capacité de lever des fonds d'un peuple est absolument intégrale à la nation-État. Et l'UE veut un peu de ce pouvoir pour eux-mêmes.

Mais ils veulent autre chose aussi—ils sont jaloux de la domination américaine de l'industrie technologique. Tout le domaine est constitué de nouvelles entreprises américaines et leurs concurrents d'Extrême-Orient. Au lieu d'examiner pourquoi un entrepreneur peut commencer une entreprise massive dans son garage en Californie, mais rarement dans l'UE hyper-réglementé, la Commission européenne attaque les entreprises de technologies américaines.

Vestager enquête Amazon et a dit qu'elle veut ajouter la société mère de Google, Alphabet, à sa liste de cibles. Evans-Pritchard a écrit:

Derrière la boîte invisible est une forte suspicion que des forces puissantes dans l'UE tentent d'utiliser des sondes d'aides d'État pour briser la domination mondiale des géants de la technologie de l'Amérique, dans l'espoir vain de nourrir sa propre «Silicon Valley» derrière un mur numérique. Amazon, Facebook, Google, ainsi que Apple, sont tous sous le feu, et Microsoft a livré une bataille épique.

Les objectifs de la Commission exposent une attitude anti-américaine dangereuse en Europe. Comme Evans-Pritchard a fait remarquer, les transactions douteuses de l'Allemagne avec Gazprom de la Russie sont approuvées. « C'est comme si certains à Bruxelles considèrent l'Amérique comme le véritable ennemi », a écrit Evans-Pritchard.

À la suite de Brexit, certains analystes croyaient que les responsables européens prendraient du recul par rapport à leurs tentatives répétées pour obtenir plus de pouvoir pour l'UE. L'attaque sur *Apple* montre que la Commission européenne est tout aussi déterminé que jamais pour construire un super État—un super État qui contrôle le commerce mondial.

Le journaliste de *La Trompette*, Brad Macdonald, a averti que « en utilisant sa propre largesse économique pour établir des règlements mondiaux et définir les pratiques commerciales mondiales, l'UE gagne continuellement du pouvoir pour transformer l'économie mondiale. » Pour en savoir plus sur la façon dont l'UE tente de construire sa propre puissance, lisez son article «Pliant le monde à ses règles. »